

Les subsides

Un des secteurs les plus créateurs d'emplois au Canada, le tourisme représente au-delà d'un million de postes dans des domaines très diversifiés. A l'heure actuelle, un Canadien sur dix gagne sa vie dans le tourisme, du chauffeur de taxi à l'hôtelier ou au directeur d'un port de plaisance. Ma région constitue un lieu de prédilection, grâce à la baie de Quinté et Land O' Lakes.

L'année 1984 aura de quoi attirer les touristes au Canada. Vu le grand nombre d'événements spéciaux, anniversaires et autres célébrations, 1984 a été désigné l'année du tourisme au Canada. Par contre, il suffit d'aller dans le nord de l'État de New York pour constater combien nous sommes peu concurrentiels économiquement. Le dollar américain est plus fort que le nôtre mais il ne contribue pas à dissuader autant les touristes que la politique fiscale canadienne et la réglementation exagérée. Le prix des produits fort en demande est souvent relevé automatiquement, ce qui pose le problème de la taxation sans représentations. D'après la législation des provinces, les taxes provinciales augmentent automatiquement lorsque les taxes fédérales augmentent. Ce système est ridicule, et il ne tient pas compte de l'incidence qu'ont ces taxes sur ce secteur.

Les taxes mises à part, il faut inciter par ailleurs la population à se montrer accueillante envers les touristes, qu'ils dépendent de l'argent ou non. Il faut répondre avec courtoisie à une personne qui demande le chemin sinon, le touriste gardera un mauvais souvenir de l'agglomération où il se trouvait. Si nous voulons récupérer notre place dans le secteur touristique, il faut que tous les pouvoirs publics et que les particuliers adoptent une attitude positive.

L'optimisme qui règne à l'idée de changer de gouvernement et d'élire les progressistes conservateurs contribuera certainement beaucoup à améliorer la situation. Les perspectives économiques à longue échéance permettent de croire que le 1.5 million de personnes qui sont officiellement chômeurs à l'heure actuelle auront un emploi. Notre seul espoir de récupérer le marché touristique que nous avons perdu, c'est d'instaurer un régime fiscal et des règlements justes tout en offrant des prix compétitifs et un bon service. Cela ne se produira probablement pas en 1984, mais en notre qualité d'hommes politiques, nous devons nous rendre compte qu'on ne peut pas augmenter les taxes sans connaître au préalable les conséquences d'une telle initiative. Il faut cesser de presser les commerçants comme des citrons et de permettre aux pouvoirs publics de gaspiller l'argent ainsi récolté. Il faut que les investisseurs et les petits commerçants soient convaincus que le travail acharné et le bon sens leur rapporteront de l'argent et que le gouvernement ne sera pas le seul à en profiter. Cette confiance peut faire bouler de neige et être à la source de la création de plusieurs milliers d'emplois permanents et de plusieurs milliers d'emplois saisonniers à temps partiel.

Notre tâche consiste à attirer les touristes américains. Le bicentenaire des LEU et le 450^e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier pourraient attirer à eux seuls de nombreux touristes du nord des États-Unis désireux de voir Sa Majesté la reine Elisabeth II et de participer aux nombreuses festivités prévues dans l'est de l'Ontario. La publicité ne suffit pas, surtout lorsque les campagnes publicitaires sont dirigées par des agences libérales, juste avant des élections fédérales. Il faut s'engager à soutenir le tourisme en adoptant le principe de la compétitivité des coûts qui favorise les investissements et permet de réaliser un bénéfice raisonnable sur ceux-ci. Il faut que

les rentrées après déduction de l'impôt soient suffisantes pour encourager et inciter d'autres personnes à investir dans le tourisme, dans toutes les régions du Canada.

Autrefois, le gouvernement fédéral ne tenait pas compte du sud-est de l'Ontario dans le cadre du programme MEER. Compte tenu de ses antécédents, si le gouvernement restait au pouvoir, la politique du favoritisme serait maintenue au sein du nouveau ministère de l'Expansion industrielle régionale. Tout porte à croire que l'on changera de gouvernement, et que le nouveau gouvernement n'ignorera pas l'est de l'Ontario. L'entente auxiliaire relative à l'est de l'Ontario, signée par le gouvernement Clark en 1979, viendra à échéance cette année, après une période de cinq ans. Jusqu'à présent, on ne prévoit pas remplacer cette entente par une nouvelle.

Il y a un projet qui favoriserait le tourisme dans la région de baie de Quinté et de Napanee, c'est l'aménagement d'installations pour les embarcations sur la rivière Napanee. On pourrait mettre ces ressources en valeur aux termes d'une entente entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral, par le biais du Programme de développement industriel et régional. Pour le moment, le gouvernement a classé la circonscription de Hastings-Frontenac-Lennox et Addington dans la catégorie II, celle qui donne droit à une aide maximum de 60 p. 100. Il faudrait nous classer dans la catégorie III ou IV, pour encourager les investissements et la compétitivité avec les installations américaines et pour établir de nouveaux services viables. Si nous étions classés dans la catégorie III ou IV, l'aide maximum serait de 75 p. 100 au lieu d'être de 60 p. 100.

Je voudrais parler un peu de la promotion touristique à l'étranger. Elle est très importante, car le tourisme est devenu un des principaux secteurs économiques mondiaux et un de ceux qui se développent le plus vite. En une vingtaine d'années, le volume de l'activité a quadruplé. Cette progression est due en partie à l'inflation, mais surtout à une activité plus intense grâce à une augmentation du nombre de touristes et des dépenses individuelles.

En une vingtaine d'années, des pays de toutes tendances économiques et politiques sont venus établir à l'étranger des réseaux de bureaux du tourisme. Dans certains cas, il s'agit d'une petite pièce dans une capitale voisine et dans d'autres cas, le réseau comprend plus de 20 bureaux importants disséminés dans le monde entier. Les bureaux sont situés pour la plupart en Europe et en Amérique du Nord. Si les pays industrialisés, y compris le Japon, l'Australie et l'Afrique du Sud, reçoivent la majorité des touristes, ce sont également eux qui les fournissent.

Je déplore que nous ne soyons pas suffisamment représentés à l'étranger. De nombreux pays qui pourtant ne sont pas riches reconnaissent l'importance considérable du tourisme et dépensent beaucoup d'argent pour le promouvoir. Selon l'Association touristique mondiale, un relevé effectué dans 42 pays a révélé que ce sont des bureaux touristiques nationaux qui assurent plus de 60 p. 100 de toute la représentation du secteur touristique à l'étranger. Or, nos bureaux touristiques relèvent du Secrétariat d'État aux Affaires extérieures. A mon avis, les ambassades et les consulats ne sauraient représenter suffisamment le secteur touristique à l'étranger.